



FO n°9 : Aides et accompagnement financier

Cette fiche n'a pas vocation à constituer un manuel d'obtention des aides ni un « catalogue » détaillé des aides publiques. Cette fiche offre une première orientation utile au démarrage.

Les principaux acteurs

L'ADEME

- propose des dispositifs de soutien méthodologique et financier pour les démarches de gestion environnementale transversales (Management environnemental, RSE) ou thématiques, notamment : économies d'énergie et énergies renouvelables, déchets et transport ;
- met à disposition de la documentation d'information et de sensibilisation, ainsi que des ouvrages et recueils de bonnes pratiques, des guides méthodologiques, des outils de communication et de sensibilisation et des dispositifs de formations ;
- les aides s'adressent plus particulièrement aux PME et TPE
- les actions éligibles, dans le cadre du co-financement ADEME / Région, sont principalement les aides à la décision (prédiagnostic, diagnostic, accompagnement à une démarche d'amélioration des performances environnementales ou de labellisation). Des aides financières aux investissements sont également envisageables, en fonction de la qualité du projet en terme de bénéfices environnementaux apportés.

La Région

- peut dans certains cas aider à la réalisation de travaux spécifiques d'amélioration des performances environnementales (eau, déchets, assainissement, amélioration énergétique des bâtiments, recours aux énergies renouvelables : solaire/bois) et/ou d'accessibilité aux personnes en situation de handicap
- prêts à taux zéro
- aides au conseil et à l'innovation, diagnostics et actions collectives de professionnalisation

Les services de l'Etat et services déconcentrés

- La Direction des Services Fiscaux – DSF pour l'amortissement exceptionnel de certains équipements : économie d'énergie ou production d'énergie renouvelable, isolation sonore, véhicules peu polluants ; des crédits d'impôt : emploi d'apprentis ; ou encore des exonérations de taxe : véhicules peu polluants.
- L'Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale & Allocations Familiales – URSSAF pour le titre Emploi Entreprise.
- La Direction Régionale au Droit des Femmes et de l'Égalité – DRDFE pour le contrat pour l'Égalité professionnelle entre les Hommes et les Femmes.
- L'ANPE propose des aides à l'embauche pour certains publics : jeunes, publics en insertion, travailleurs handicapés...



Autres structures nationales

- **OSEO**, Etablissement public de l'État, finance et accompagne les PME avec des financements. En association avec l'ADEME et d'autres partenaires, il propose la Garantie Energie ou Fonds de Garantie des Investissements de Maîtrise de l'Energie (FOGIME) : fonds destiné à apporter une garantie financière supplémentaire aux crédits bancaires demandés par une PME pour financer son projet de maîtrise de l'énergie.
- **L'AGEFIPH** propose des aides aux entreprises pour l'accueil et l'insertion des personnes handicapées.

Autres structures régionales ou à vocation régionale

- **L'Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ARACT)** accorde des aides au conseil dans le cadre d'un travail sur la prévention des risques professionnels (ergonomie, diminution des accidents du travail et des maladies professionnelles, diminution des troubles musculosquelettiques, risques psycho-sociaux, stress au travail...).
- **La Caisse Régionale d'Assurance Maladie** propose un contrat de prévention ouvrant droit, par exemple, à des aides à l'investissement, des aides au conseil ou à la formation selon la part accordée dans le projet à l'amélioration des conditions de travail et à la prévention des risques professionnels.
- La Commission européenne propose des aides aux PME et, en particulier, un régime de garantie aux PME investissant dans la protection de l'environnement, afin d'obtenir plus facilement des prêts bancaires.

Quelques conseils supplémentaires

- Pour bénéficier d'un dispositif, un dossier doit être constitué et présenté par le porteur de projet à l'organisme concerné. Ces dossiers peuvent se révéler complexes à monter et les structures d'appui sont là pour accompagner les entreprises dans cette démarche.
- Avant le lancement du projet, se renseigner sur les dispositifs existants et sur leurs conditions d'octroi. Il peut être intéressant de modifier légèrement son projet pour respecter ces conditions et obtenir un financement.
- De plus en plus, les collectivités imposent aux demandeurs d'aide à l'investissement une étude ou un diagnostic préalable pour vérifier la pertinence du projet. En général, les collectivités participent financièrement à cette étude préalable ou proposent un dispositif d'accompagnement technique.
- Il est généralement indispensable d'avoir obtenu l'accord de l'organisme concerné pour l'octroi d'une aide avant de lancer achats ou travaux. Les dispositifs ne permettent généralement pas de prise en charge a posteriori.
- Les aides financières sont généralement accordées sur la base des factures réglées par l'établissement, aussi il est important de conserver l'ensemble des pièces justifiant les dépenses effectuées.



Le réseau consulaire

Le portail des CCI propose un moteur de recherche de toutes les aides en faveur du développement durable : www.semaphore.cci.fr/cci.fr/?gr=cci_environnement

L'Europe

Financements européens : ec.europa.eu/enterprise/sme/index_fr.htm

www.touteleurope.fr, rubrique Actions/ Economie/Marché Unique, Entreprises / Informations pratiques

Enterprise Europe Network : www.med2europe.com

CRAM Sud-Est : www.cram-sudest.fr et **ACT Méditerranée** : www.anact.fr/aract/actmed

Pour aller plus loin :

Label Emplitude : www.label-emplitude.fr

Lire « Les aides publiques à l'hôtellerie-restauration, étude et analyse Coach Omnium 2008 : www.coachomnium.com/presse/aideshotellerie.htm